

**Réunion des États parties à la Convention  
sur l'interdiction de la mise au point,  
de la fabrication et du stockage des  
armes bactériologiques (biologiques)  
ou à toxines et sur leur destruction**

19 novembre 2012

Français

Original: anglais

**Réunion de 2012**

Genève, 10-14 décembre 2012

Point 11 de l'ordre du jour provisoire

**Rapport annuel de l'Unité d'appui à l'application**

**Rapport de l'Unité d'appui à l'application pour 2012**

**Document soumis par l'Unité d'appui à l'application\***

*Résumé*

Dans le présent rapport, l'Unité d'appui à l'application décrit les activités qu'elle a menées en 2012 dans le cadre du mandat qui lui a été confié aux sixième et septième Conférences des États parties chargées de l'examen de la Convention, mandat consistant à fournir un appui sur le plan administratif et pour l'application intégrale de la Convention, à promouvoir l'universalisation de la Convention, à faciliter les échanges d'informations dans le cadre des mesures de confiance, à établir et administrer la base de données sur l'assistance et à administrer le programme de parrainage. La septième Conférence a décidé que l'Unité d'appui soumettrait «chaque année à tous les États parties, par écrit, un rapport succinct sur les activités» qu'elle aurait menées pour s'acquitter de son mandat (BWC/CONF.VII/7, troisième partie, par. 36).

\* Document soumis après la date limite, dès que le secrétariat a pu disposer des informations à y inclure.

## I. Introduction

1. En 2012, l'Unité d'appui à l'application a poursuivi ses activités, conformément aux décisions et recommandations de la septième Conférence d'examen (BWC/CONF.VII/7, troisième partie), laquelle a renouvelé, pour la période allant de 2012 à 2016, le mandat de l'Unité d'appui à l'application, qui avait initialement été arrêté par la sixième Conférence d'examen. Le mandat renouvelé reprend, *mutatis mutandis*, toutes les tâches qui figuraient dans le mandat initial et y ajoute les tâches spécifiques consistant à établir et administrer la base de données renfermant les demandes et les offres d'assistance et à administrer le programme de parrainage, ainsi que la tâche générale consistant à faciliter, selon que de besoin, l'application par les États parties des décisions et recommandations de la septième Conférence d'examen.

2. L'Unité fait partie du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU. Elle est financée par les États parties à la Convention en tant que composante des coûts du programme intersessions pour la période 2012-2015, coûts dont la septième Conférence d'examen a décidé qu'ils seraient «couverts par l'ensemble des États parties à la Convention, selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, ajusté compte tenu des différences entre le nombre des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et celui des États parties à la Convention». Le budget de l'Unité pour 2012 figure dans les coûts estimatifs approuvés par la septième Conférence d'examen (BWC/CONF.VII/4/Rev.1).

3. En 2012, l'Unité d'appui à l'application a reçu de l'Irlande des contributions volontaires d'un montant de 13 002 dollars versées pour l'aider à s'acquitter de son mandat. Ces fonds ont été utilisés pour appuyer la participation de l'Unité aux réunions et ateliers utiles pertinents, tout particulièrement ceux qui avaient lieu dans les pays en développement.

4. L'Unité a un personnel composé de trois personnes: M. Richard Lennane, Chef de l'Unité d'appui; M. Piers Millett, spécialiste des questions politiques; M<sup>me</sup> Ngoc Phuong Huynh, spécialiste des questions politiques (adjoind de première classe). Cette année, il a reçu l'aide de trois stagiaires: M. Johan van der Bruggen de mai à août 2012; M<sup>me</sup> Amy Klebesadel et M<sup>me</sup> Eléa Boureux de septembre à décembre 2012.

5. Le présent rapport contient des sections consacrées à chacun des principaux éléments du mandat de l'Unité, ainsi que trois annexes (en anglais seulement):

Annexe I: Réunions et manifestations auxquelles l'Unité d'appui à l'application a participé;

Annexe II: Points de contact nationaux;

Annexe III: Participation aux mesures de confiance.

## II. Appui administratif à la Convention

6. L'Unité a assuré les services techniques de secrétariat pour les réunions tenues en 2012 au titre du programme intersessions, fournissant les services requis pour la Réunion d'experts et la Réunion des États parties, et appuyant le Président et les vice-présidents dans leurs activités. Ses fonctions administratives sont les suivantes:

a) Rédiger et publier les communications adressées aux États parties, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales;

- b) Effectuer des recherches et élaborer les documents de fond pour les réunions;
- c) Rédiger les discours et autres supports écrits du Président et des vice-présidents;
- d) Prendre en charge les inscriptions aux réunions, établir les documents et les rapports des réunions et produire les documents de travail;
- e) Donner au Président, aux vice-présidents, aux gouvernements dépositaires et aux États parties des avis sur des questions techniques, de procédure ou de fond.

7. L'Unité a continué de développer le site Web de la Convention (<http://www.unog.ch/bwc>) de façon à en renforcer l'utilité non seulement pour les États parties, mais aussi pour l'information, la sensibilisation et la communication à l'intention d'un public mondial. Le site Web présente:

- a) Des outils en ligne dont la maintenance est assurée par l'Unité, notamment la Base de données sur les mesures prises à l'échelon national pour appliquer la Convention et des Recueils des activités nationales, ainsi que la base de données sur l'assistance;
- b) Des informations sur les réunions et les activités connexes, et une rubrique qui permet de s'inscrire en ligne pour les réunions;
- c) Des documents officiels, des déclarations, des communiqués de presse, des documents de fond, ou encore des informations sur les activités pertinentes d'autres organisations, des liens utiles ainsi que la liste des États parties;
- d) Des évolutions de la science et de la technologie ayant un rapport avec la Convention.

8. L'Unité a assuré la maintenance de la section à accès restreint du site Web de la Convention et a continué de l'étoffer (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>). La section à accès contient:

- a) Les versions électroniques des déclarations soumises dans le cadre des mesures de confiance;
- b) La base de données renfermant les demandes et les offres d'assistance;
- c) Les coordonnées des points de contact nationaux;
- d) Les résultats des initiatives visant à promouvoir l'universalisation de la Convention.

9. L'Unité d'appui a entretenu des contacts réguliers avec de nombreuses institutions et associations scientifiques, professionnelles, commerciales et universitaires ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales dont les travaux présentent un intérêt pour ses activités. Elle a ainsi pu recueillir des idées et des informations qui l'éclairent pour soutenir l'action menée par les États parties.

10. L'Unité d'appui a aussi entretenu des contacts réguliers avec des organisations internationales dont les travaux présentent un intérêt pour ses activités, notamment l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA); le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies; le Comité international de la Croix-Rouge (CICR); l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR); l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC); l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN); l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol); l'Organisation mondiale de la Santé (OMS); l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE); l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

(OIAC) et le Partenariat mondial du G-8. Depuis mai 2009, l'Unité est engagée dans un partenariat officiel avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI).

11. L'Unité a entretenu des contacts avec des organisations régionales, dont l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'Organisation des États américains (OEA), l'Union africaine, et l'Union européenne.

### **III. Application de la Convention**

12. L'Unité a assuré la maintenance et l'actualisation de la Base de données sur les mesures prises à l'échelon national (NID), consultable sur le site Web de la Convention. Cette base comprend des indications détaillées sur le plus grand nombre possible de législations nationales ayant un rapport avec la Convention pour lesquelles des données peuvent être rassemblées, que les pays soient ou non parties à la Convention. Elle renferme actuellement un total de 2 112 mesures prises par 121 États parties (soit 73,3 % des États parties à la Convention), 4 signataires, 6 États non parties et 1 organisation régionale.

13. L'Unité a continué d'élaborer des recueils des activités nationales (Compendiums of National Approaches (CNA)). Ces recueils complètent la Base de données NID en montrant comment les États parties appliquent les mesures législatives et réglementaires. À la date d'établissement du présent document, 37 États parties et 1 organisation régionale avaient soumis des informations pour au moins un recueil. Trois recueils portent respectivement sur les thèmes suivants:

- a) Sécurité et sûreté biologiques;
- b) Surveillance des sciences, éducation et sensibilisation;
- c) Surveillance, dépistage, diagnostic et confinement des maladies infectieuses.

14. L'Unité a continué de recueillir les coordonnées des points de contact nationaux pour la Convention (voir annexe II). Au 1<sup>er</sup> novembre 2012, 79 États parties avaient désigné un point de contact national, conformément à la demande formulée aux sixième et septième Conférences d'examen. 3 États signataires, 3 États non parties et 1 organisation régionale ont indiqué des points de contact.

15. La participation à des ateliers et séminaires joue un rôle essentiel pour faire mieux connaître la Convention et ce qui est fait pour la mettre en œuvre, tant aux gouvernements nationaux qu'aux autres acteurs compétents tels que les organismes internationaux et régionaux, la communauté scientifique, les associations professionnelles et les milieux universitaires. L'Unité a accepté de nombreuses invitations à participer à de multiples réunions et manifestations tout au long de l'année. De plus, l'Unité s'est associée à l'organisation de plusieurs réunions et manifestations. L'annexe I contient la liste complète des manifestations auxquelles l'Unité a pris part tout au long de l'année 2012.

16. L'Unité a maintenu le contact et la coordination avec les prestataires de l'assistance portant sur la législation nationale et les mesures visant à faire respecter la législation, notamment le CICR, Interpol, le Comité créé par la résolution 1540 du Conseil de sécurité, l'OIAC et le VERTIC.

17. L'Unité continue de coopérer avec les communautés scientifiques afin de les aider à renforcer leur capacité à traiter les questions des doubles usages.

## IV. Mesures de confiance

18. Conformément aux décisions prises aux sixième et septième Conférences d'examen, l'Unité d'appui à l'application est chargée de rassembler et distribuer les textes des déclarations soumises au titre des mesures de confiance. Elle tient à jour, sur le site Web de la Convention, dans toutes les langues officielles, des versions électroniques des formules à utiliser pour ces déclarations. L'annexe III contient la liste des pays ayant soumis des déclarations, ventilées selon les différentes formules pour 2012.

19. Les textes de toutes les déclarations soumises pour 2011 dans le cadre des mesures de confiance sont consultables dans la section à accès restreint du site Web de la Convention. Plusieurs États parties en ayant fait la demande dans un souci de transparence, les textes de leurs déclarations sont aussi consultables dans la section à accès public du site Web.

20. Conformément à la décision prise par la sixième Conférence d'examen, le 20 janvier 2012, le Chef de l'Unité d'appui à l'application a écrit aux missions permanentes et aux points de contact nationaux des États parties afin de leur rappeler la date limite annuelle du 15 avril pour soumettre des déclarations au titre des mesures de confiance. Le Chef de l'Unité d'appui a aussi rappelé aux États parties que les formules révisées de déclaration adoptées par la septième Conférence d'examen figurent dans le Document final de la septième Conférence d'examen (BWC/CONF.VII/7) et sur le site Web.

21. Au 1<sup>er</sup> novembre 2012:

- a) 66 États parties (39 % des États parties à la Convention) avaient soumis des déclarations au titre des mesures de confiance pour l'année civile 2011;
- b) 42 d'entre eux avaient soumis leurs déclarations à la date limite du 15 avril 2012 ou avant;
- c) 4 États parties avaient soumis pour la première fois une déclaration;
- d) 12 États parties qui ont soumis des déclarations au titre des mesures de confiance en 2011 ne l'ont pas encore fait en 2012;
- e) 47 États parties n'ont jamais soumis de déclaration au titre des mesures de confiance;
- f) 57 États parties (86 % des États parties qui ont soumis une déclaration en 2012) ont utilisé les formules révisées de déclaration adoptées par la septième Conférence d'examen;
- g) Les textes de 21 déclarations sont affichés à la fois dans la section à accès restreint et dans la section à accès public du site Web.

22. Au cours de l'année 2012, l'Unité a régulièrement fourni à 15 États parties une aide sur le plan administratif ainsi que des conseils sur la participation aux mesures de confiance.

23. Donnant suite à la demande formulée expressément à la septième Conférence d'examen, l'Unité, en collaboration avec les États parties intéressés, a examiné les possibilités de mettre au point une méthode pour remplir et soumettre les déclarations via Internet.

## **V. Promotion de l'universalisation**

24. L'Unité a aidé le Président et les vice-présidents dans leurs activités visant à promouvoir l'universalisation de la Convention en rédigeant le courrier, en établissant des matériaux d'information et en aidant à organiser des manifestations de sensibilisation. Elle a fourni des informations et des conseils aux États parties qui organisaient des activités de sensibilisation pour promouvoir l'universalisation.

25. L'Unité a fourni des informations et des conseils sur la Convention à plusieurs signataires et États non parties. Elle a aussi encouragé l'universalisation lors de séminaires et manifestations auxquels elle a participé et auxquels des représentants d'États non parties étaient présents (voir annexe I). L'Unité a réuni les informations relatives aux progrès accomplis sur la voie de l'universalisation de la Convention et les a mises à disposition au fur et à mesure dans la section à accès restreint de son site Web.

26. Le Rapport du Président sur les activités en matière d'universalisation (BWC/MSP/2012/3) renferme des informations complémentaires sur les initiatives prises dans ce domaine et sur les résultats obtenus jusqu'ici.

## **VI. Base de données renfermant les demandes et les offres d'assistance**

27. La septième Conférence d'examen a décidé de mettre en place un système de base de données destiné à faciliter les demandes et les offres d'échange d'assistance et de coopération entre États parties (BWC/CONF.VII/7, troisième partie, par. 17 à 20). La Conférence a chargé l'Unité de créer et d'administrer la base de données; de faciliter, sur demande, les échanges de renseignements entre États parties au sujet de la base de données ainsi que de toutes activités de coopération et d'assistance qui en découlent; et de faire rapport aux États parties sur le fonctionnement de la base de données en détaillant les offres faites, les demandes exprimées et les rapprochements opérés au cours de l'année considérée.

28. L'Unité a dûment établi une version provisoire de la base de données à laquelle les États parties peuvent accéder dans la section à accès restreint du site Web de l'Unité (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>). La mise au point technique de la base de données continuera en fonction des ressources disponibles en personnel et en technologies de l'information.

29. Au 7 novembre 2012, la base de données contient:

- a) 11 offres d'assistance, émanant d'un État partie;
- b) 1 demande d'assistance, émanant d'un État partie.

Aucun rapprochement entre offres et demandes n'a encore été notifié à l'Unité.

## **VII. Programme de parrainage**

30. L'Unité a administré le programme de parrainage établi par la septième Conférence d'examen pour «soutenir et favoriser la participation des États parties en développement aux réunions du programme intersessions» (BWC/CONF.VII/7, troisième partie, par. 21). L'Unité a écrit aux États parties en mars 2012 pour:

- a) Demander aux États parties qui sont en mesure de le faire de verser des contributions volontaires pour le programme; et

b) Inviter les États parties en développement à demander un parrainage pour appuyer la participation d'experts devant se rendre de leur capitale à Genève pour participer à des réunions dans le cadre du programme intersessions.

Dans ses communications avec les États parties, le Président a renouvelé sa demande de contributions volontaires pour que le programme de parrainage puisse commencer.

31. Au 1<sup>er</sup> novembre 2012, des contributions volontaires avaient été reçues de trois États parties (Allemagne, Australie, Pays-Bas) et de l'Union européenne.

32. Des demandes de parrainage ont été reçues de neuf États parties et d'un État non partie. Conformément à la décision prise à la septième Conférence d'examen, l'Unité a alloué les ressources disponibles au titre du parrainage en consultation avec le Président et les vice-présidents de la Réunion des États parties, en donnant la priorité aux États parties qui n'avaient pas encore participé aux réunions ou n'avaient pas été en mesure de dépêcher régulièrement leurs experts depuis leur capitale, et en envisageant une participation d'États non parties afin de promouvoir l'universalité de l'instrument.

33. Au total, 5 États ont bénéficié d'un parrainage. 2 États parties (Colombie et Ghana) et 1 État non partie (Namibie) ont bénéficié d'un parrainage pour participer à la Réunion d'experts, et 2 États parties (Cuba et Swaziland) ont bénéficié d'un parrainage pour participer à la Réunion des États parties.

## VIII. Conclusions et futurs travaux

34. L'Unité a donné suite au renouvellement et à l'élargissement de son mandat durant l'année 2012 en aidant le Président, les vice-présidents et les États parties à commencer à exécuter le programme intersessions restructuré, en créant la base de données sur l'assistance et en administrant le programme de parrainage. La décision prise par la septième Conférence d'examen de confier des tâches supplémentaires à l'Unité sans accroître ses ressources a cependant posé des problèmes, et les préoccupations formulées dans le rapport de l'Unité pour 2011 adressé à la septième Conférence d'examen à propos de la capacité de l'Unité à donner suite aux demandes des États parties et de la répartition géographique des activités de l'Unité n'ont pas été dissipées, bien au contraire. Les contributions volontaires, en particulier grâce à l'Initiative conjointe, récemment lancée par l'Union européenne pour appuyer la Convention, aideront peut-être à surmonter ces problèmes au cours des prochaines années.

35. En 2013, l'Unité s'attachera tout particulièrement à continuer d'étoffer et d'affiner la base de données sur l'assistance et les moyens de soumission par voie électronique des déclarations au titre des mesures de confiance. Le faible taux de communication de déclarations à la base de données est un point préoccupant que les États parties souhaiteront peut-être examiner; l'Unité est prête à coopérer avec les États parties pour trouver les moyens d'assurer le succès de cet outil important.

## Annexes

### Annexe I

[ENGLISH ONLY]

#### **Meetings and events attended by the Implementation Support Unit**

Representatives of the Implementation Support Unit attended the following 48 meetings and events in 2012:

##### **A. Raising awareness of the BWC**

1. On 9 January, a member of the ISU provided a briefing on the BWC to Survey of International Organizations of the University of Freiburg at the Palais des Nations, Geneva, Switzerland.
2. On 26 January, a member of the ISU gave a presentation on biological weapons during *Working on Disarmament & Arms Control in Geneva: an Orientation for Diplomats* hosted by the Geneva Forum in the Palais des Nations, Geneva, Switzerland.
3. On 9 February, a member of the ISU gave a lecture on the BWC and its implementation during the *Arms Control Implementation Orientation Course* at the NATO School in Oberammergau, Germany.
4. From 29-31 March, the ISU participated in a meeting on *The Australia Group: Challenges and Future Directions* at Wilton Park, United Kingdom.
5. From 23-26 April, the ISU participated in an expert meeting on *Incapacitating Chemical Agents: Law Enforcement, Human Rights Law, and Policy Perspectives* in Montreux, Switzerland. A member of the ISU gave a presentation on “Constraints of the Biological Weapons Convention on the use of Biological Agents and Toxins”.
6. On 14 May, the ISU attended and supported the Chairman’s participation in an informal consultation on *Implementing the Outcome Document of the 7th Review Conference of the Biological Weapons Convention* organized by the Geneva Forum in the Palais des Nations, Geneva, Switzerland.
7. From 12-14 June, the ISU attended the *FBI-DIYBio Outreach Workshop* in Walnut Creek, California, United States. A member of the ISU participated in a panel and gave a presentation on “Science and Security: A Case for Symbiosis”.
8. From 20-21 June, the ISU participated in the *2012 Biosecurity Conference* at the annual Biotechnology Industry Organization (BIO) International Convention in Boston, Massachusetts, United States. A member of the ISU gave a presentation and participated in a panel titled “Implementing the Biological Weapons Convention: Maximizing Global Biotechnology Benefits While Minimizing Risk”.
9. On 28 June, a member of the ISU provided a briefing on the BWC to Survey of International Organizations of the University of Freiburg at the Palais des Nations, Geneva, Switzerland.



10. On 3 July, a member of the ISU delivered a lecture on biological weapons during the “Course on Disarmament and Weapons of Mass Destruction: Challenges and Responses” at the Geneva Centre for Security Policy in Geneva, Switzerland.
11. On 24 July, the ISU participated in a site tour of the biodefense facilities in Fort Detrick, Maryland, United States, as a part of the US Government’s Bio-Transparency and Openness Initiative.
12. On 13 August, a member of the ISU provided a briefing on the BWC to Young Leaders from the Pacific Island Forum at the Palais des Nations, Geneva, Switzerland.
13. On 3 September, a member of the ISU provided a briefing on the BWC to UN Disarmament Fellows at the Palais des Nations, Geneva, Switzerland.
14. On 5 September, the ISU participated in the *Third Annual WMD Summer Programme: Disarmament and Non-Proliferation of WMD in a Changing World* hosted by the TMC Asser Institute in The Hague, Netherlands. A member of the ISU delivered a series of presentations on the BWC, its ISU and the current work programme.
15. From 5-6 September, the ISU participated in the *International Conference on Health and Security* in Washington, D.C., United States. A member of the ISU gave a presentation on “The Role of the Biological Weapons Convention in Countering Biological Threats”.

## **B. Following developments in science and technology**

16. From 20-23 February, the ISU participated in a workshop on *Trends and Scientific Developments Relevant to the Chemical Weapons Convention* organized by the International Union for Pure and Applied Chemistry (IUPAC) at the Spiez Laboratory, Spiez, Switzerland.
17. From 5-7 March, the ISU participated in a meeting on *Synthetic Biology: Addressing Global Security* in Heidelberg, Germany. A member of the ISU gave a talk on relevant developments under the BWC, encouraging industry participants to engage more actively in the BWC process.
18. On 23 April, the ISU attended the *International Expert Meeting on H5N1 Research* hosted by the Netherlands Ministry of Foreign Affairs in The Hague, Netherlands. A member of the ISU delivered a statement about balancing the risks and benefits of pathogen research and relevant commitments under the BWC.
19. On 1 May, the ISU participated in a Workshop by the U.S. National Academy of Sciences, National Academy of Engineering and Institute of Medicine on *Issues Raised, Lessons Learned, and Paths Forward for Dual-Use Research in the Life Sciences: The H5N1 Research Controversy* in Washington, D.C., United States. A member of the ISU participated in a panel discussion on “Governance, Oversight, and the Path Forward”.
20. On 30 August, the ISU participated in the *Workshop on Mitigating the Risks Associated with DNA Synthesis* jointly organised by the James Martin Center for Non-proliferation Studies and the China Arms Control and Disarmament Association in Shanghai, China. A member of the ISU gave a presentation on the BWC and the international legal basis for biological risk mitigation.
21. From 26-27 September, the ISU participated in the *Cambridge BioDesign Forum* in Cambridge, United Kingdom. The ISU gave a presentation on “Synthetic Biology and Security” that was the subject of a BBC news report and was the lead item on the technology section of the BBC website.

22. On 31 October, a member of the ISU participated in the *26th Assembly of the International Federation of Pharmaceutical Manufacturers and Associations (IFPMA)* in Geneva, Switzerland.

### **C. Strengthening biosafety and biosecurity**

23. On 22 March, the ISU participated in a meeting of the International Expert Group for Biosafety and Biosecurity Regulation (IEGBBR) in Bern, Switzerland.

24. From 23-25 April, the ISU participated in the *International Conference on Biosafety and Biosecurity 2: Implementing the Recommendations Relevant to the Biological Weapons Convention*, jointly organized by Ukraine and the ISU in Kyiv, Ukraine. The ISU co-hosted and co-chaired the conference, and gave a presentation on recent developments in the BWC relevant to biosafety and biosecurity aspects of national implementation.

25. On 17 May, the ISU participated in a meeting on *Safe and Secure Biomaterials: Matching Resources to Reality* at Chatham House in London, United Kingdom.

26. From 11-12 June, the ISU attended the *European Biosecurity Workshop: Biothreat Prevention in Practice* at the Statens Serum Institut in Copenhagen, Denmark. A member of the ISU gave a presentation titled “An Evolving Threat: Biological Risks in the 21st Century”.

27. From 24-27 June, the ISU participated in the *3rd Annual Biosafety Conference* organized by the African Biological Safety Association (AfBSA) in Johannesburg, South Africa. A member of the ISU gave a presentation on “The BWC and Biosafety”.

28. From 28-29 June, the ISU participated in the second meeting of the International Federation of Biosafety Associations (IFBA) in Johannesburg, South Africa. A member of the ISU facilitated a session on linking and leveraging expertise and support.

29. On 9 October, a member of the ISU attended an expert meeting on *Biosecurity and the Global Governance of Infectious Diseases* at the Hague Institute for Global Justice in The Hague, Netherlands, and provided perspectives on BWC-related aspects.

30. From 10-12 October, the ISU attended the *4th Annual International Symposium on Biosecurity and Biosafety: Future Trends and Solutions* in Milan, Italy. A member of the ISU chaired a session on regional programs and plans and gave a presentation on biosafety and biosecurity activities under the BWC.

### **D. Regional engagement**

31. From 5-7 March, the ISU participated in the Council for Security Cooperation in the Asia Pacific (CSCAP) *15th Study Group on Countering the Proliferation of Weapons of Mass Destruction in the Asia Pacific* in Sydney, Australia. A member of the ISU gave a presentation on “The Outcome of the Seventh BWC Review Conference”.

32. From 8-9 March, the ISU participated in the *ASEAN Regional Forum Intersessional Meeting on Nonproliferation and Disarmament* in Sydney, Australia. A member of the ISU gave a presentation on “The Biological Weapons Convention: the Seventh Review Conference and Beyond”.

33. From 10-11 April, the ISU participated in the EU-ISS Disarmament Working Group Workshop on *Disarmament Futures: Evolution of International Disarmament Treaties and Their Contribution to Middle Eastern Security* in Paris, France. A member of the ISU gave a presentation on recent developments in the BWC that may be relevant to the Middle East.

34. From 14-15 May, the ISU attended a meeting titled *Working with the EU CBRN Risk Mitigation Centres of Excellence: What Concrete Role for EU Stakeholders and Partners?* in Brussels, Belgium.

35. From 12-13 September, the ISU participated in the *First Round Table Meeting for CBRN Centres of Excellence in North Africa and the Sahel Region* in Algiers, Algeria. The ISU delivered a presentation titled "Implementing the Biological Weapons Convention: Biosafety and Biosecurity Measures" and introduced the new intersessional programme and sponsorships and assistance available under the BWC.

## **E. Interactions with international organizations and forums**

36. From 24-26 January, the ISU attended the *G8 Global Partnership Meeting Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction* in Washington, D.C. United States. A member of the ISU participated in the Biosecurity Working Group and gave a presentation titled "What the BWC Can Do for You".

37. From 13-14 March, the ISU attended the *G8 Global Partnership Meeting* and contributed to the Biosecurity Working Group at Harvard University, Cambridge, Massachusetts, United States.

38. From 23-25 April, the ISU participated in the *Conference of International, Regional and Sub-Regional Industry Associations on UN Security Council Resolution 1540 (2004)* in Weisbaden, Germany. The ISU delivered a presentation on "BWC Cooperation with Industry".

39. On 22 June, the ISU attended the UNICRI/EU *Conference on CBRN Centres of Excellence* in New York, United States to discuss potential BWC ISU involvement.

40. From 28-30 August, the ISU participated in the *Working Group of the G8 Global Partnership against the Spread of Weapons of Mass Destruction* and the *Biosecurity Sub-Working Group* hosted by the Stockholm International Peace Research Institute in Stockholm, Sweden. A member of the ISU was a co-chair for a regional breakout group on the Middle East and North Africa.

41. On 3 September, the ISU attended the *15th Anniversary of the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW)* in The Hague, Netherlands. A member of the ISU participated in a panel discussion on "Multilateralism in Arms Control and Disarmament" at the OPCW and in a panel discussion on "Science for peace: Promoting education and ethics in chemistry, biology and nuclear science to ensure global peace and security" at The Hague Institute for Global Justice.

42. From 6-7 September, the ISU participated in the *Second Meeting of the OPCW Scientific Advisory Board Temporary Working Group of Convergence of Biology and Chemistry* at the OPCW in The Hague, Netherlands. A member of the ISU presented details of developments in the biological sciences that have possible relevance to the CWC and BWC.

43. From 15-17 October, the ISU participated in the meeting *The Chemical Weapons Convention: The Third Review Conference and Beyond* at Wilton Park, United Kingdom.

44. From 23-25 October, the ISU attended the *G8 Global Partnership Meeting Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction* and participated in the *Bio-Security Sub-Working Group* at Lawrence Livermore National Laboratory in Livermore, California, United States.

45. From 10-17 November, a member of the ISU participated in a training course for the UN Secretary-General's mechanism to investigate allegations of the use of chemical and biological weapons, in Paris, France.
46. From 12-14 November, the ISU attended the *Summit on the Global Agenda 2012* organized by the World Economic Forum in Dubai, United Arab Emirates.
47. On 13 November a member of the ISU provided a briefing on the Intersessional Process of the BWC in association with the UN Information Service and the NGO Liaison Unit of the Office of the Director General at the Palais des Nations, Geneva, Switzerland.
48. On 14 November, a member of the ISU provided a briefing on the BWC to the *Conference on Strategic Trade Controls Enforcement* of the World Customs Organization, Brussels, Belgium.

## Annexe II

[ENGLISH ONLY]

### National Points of Contact

The following national points of contact had been nominated to the ISU by November 2012. Full contact details, including telephone numbers and e-mail addresses, are available to States Parties in the restricted area of the ISU website (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>).

#### I. States Parties

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Albania	Mr. Fadil Vucaj Representative of the National Authority of Albania for the CWC Ministry of Defense Tirana Albania
Algeria	Sous-Direction du Désarmement Direction générale des Affaires politiques et de Sécurité internationale Ministère des Affaires étrangères El Mouradia Alger Algérie
Argentina	Mr. Jorge Mariano Jordan Consejero Direccion de Seguridad Internacional, Asuntos Nucleares y Espaciales Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto Esmeralda 1212 Piso 11 Ciudad Autonoma de Buenos Aires CP 1007 Argentina
Armenia	Arms Control & International Security Department Ministry of Foreign Affairs Government Building 2, Republic Square Yerevan 0010 Armenia
Australia	First Assistant Secretary International Security Division, Department of Foreign Affairs and Trade Locked Bag 40 Kingston ACT 2600 Australia

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Austria	Mr. Alexander Benedict Department II.8 - Global Disarmament, Arms Control, Export Control, Multilateral Atomic Energy Issues and IAEA Federal Ministry of European and International Affairs Minoritenplatz 8 Vienna A-1014
Azerbaijan	Security Affairs Department, Arms Control Division Multilateral Treaties Division, Ministry of Foreign Affairs 4, Sh. Gurbanov Street Baku AZ1009 Azerbaijan
Belarus	Director of the Republican Research & Practical Center for Epidemiology & Microbiology Ministry of Health of the Republic of Belarus 23, Filimonova st. Minsk 220114 Belarus
Belgium	Mr. Henri Vantieghem Direction Désarmement, Non-Prolifération et Contrôle de l'Armement, Service Public Fédéral Affaires Etrangères Rue des Petits Carmes 15 Bruxelles B 1000 Belgium  Mr. Frank Meeussen Direction Désarmement, Non-Prolifération et Contrôle de l'Armement, Service Public Fédéral Affaires Etrangères Rue des Petits Carmes 15 Bruxelles B 1000 Belgium
Bhutan	Chief International Treaties and Conventions Division, Ministry of Foreign Affairs, Royal Government of Bhutan P.O. Box 103 Thimphu Bhutan
Brazil	Mr. Sérgio Antonio Frazão Araujo Coordinator-General for Sensitive Items Ministry of Science and Technology SAI/SO Area 5 Quadra 3 Bloco F Brasília – DF 70610-200 Brazil

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Bulgaria	Mr. Valentin Dontchev Head of Department, Security Policy Directorate Ministry of Foreign Affairs 2, Alexander Zhendov. St. Sofia 1040 Bulgaria
Burkina Faso	Prof. Abdouramane Barry Head of National Authority Autorité Nationale pour la Convention sur les Armes Chimiques (ANCAC), Ministère des Enseignements Ouagadougou 03 BP 7130 Burkina Faso
Burundi	Mr. Gerard Nirungika Head, Burundi Chemical Weapons Convention National Authority Burundi
Canada	Mr. Andrew Halliday Biological Weapons Policy Analyst Non Proliferation and Disarmament Division (Biological, Chemical and Conventional Weapons), Department of 125 Sussex Drive Ottawa, K1A 0G2 Canada  Mr. Louis-Philippe Sylvestre Deputy Director Non Proliferation and Disarmament Division (Biological, Chemical and Conventional Weapons), Department of 125 Sussex Drive Ottawa, K1A 0G2 Canada
China	Mr. Ji Zhaoyu Deputy Director Department of Arms Control and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs No. 2 Chao Yang Men Nan Da Jie Beijing, 100701 China
Colombia	Ms. Victoria González Ariza Director Multilateral Political Affairs Ministry of Foreign Affairs Calle 10 No. 5-51 Bogota Colombia
Croatia	Ms. Ivana Derek Ministry of Foreign Affairs and European Integration Croatia

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Cuba	Mr. Juan C. Menendez de San Pedro Lopez Director del Centro Nacional de Seguridad Biologica (CNSB) Ministerio De Ciencia, Tecnologia Y Medio Ambiente (CITMA) Calle 28 No. 502 e/5ta y 7ma Ave. Miramar. Playa La Habana 11 300 Cuba  Mr. Rudolfo Reyes Rodriguez Director de Asuntos Multilaterales Ministerio de Relaciones Exteriores Calle Calzada #360 e/ G y H. Vedado Plaza de la Revolucion La Habana 10 400 Cuba
Cyprus	Mr. Panayiotis Papadopoulos Political Affairs Division - Multilateral Relations Ministry of Foreign Affairs Cyprus
Czech Republic	Dr. Michal Merxbauer Director, Department for the Control of WMD Non- Proliferation, State Office for Nuclear Safety Senovazne nam. 9 Praha 110 00 Czech Republic
Denmark	Mr. Casper Nervil Head of Section, Department of Security Policy Royal Danish Ministry of Foreign Affairs Office 6 a 67, Asiatisk Plads Copenhagen 21448 Denmark
Ecuador	Ms. Fanny De Lourdes Puma Puma Director General for Multilateral Policies and International Specialized Organizations Ministry of Foreign Affairs Calle Carrion Y Av. 10 de Agosto Quito Ecuador
Estonia	Department of International Organizations and Security Policy Ministry of Foreign Affairs Islandi Valjak 1 Tallinn 15049 Estonia



<i>State</i>	<i>Contact</i>
Finland	Ms. Katja Pehrman Ministry for Foreign Affairs Unit for Arms Control, Disarmament and Non-Proliferation P.O.Box 420 Helsinki FI-00023 Finland
France	Mr. Manuel Buffala Rédacteur Ministère des Affaires Etrangères et Européennes 37 Quai d'Orsay, 07 SP Paris 75 700 France
Georgia	Ms. Lela Bankanidze Deputy Head, Especially Dangerous Infections Department National Center for Disease Control and Public Health 9, M. Asatiani St. Tbilisi 0177 Georgia
Germany	Mr. Roland Grafe Head of BW Division Federal Foreign Office Werderscher Markt 1 Berlin 10117 Germany
Greece	Director of the WMD Disarmament Section D1 Directorate for UN and International Organizations, Hellenic Ministry of Foreign Affairs Academias 3 Street Athens 10027 Greece
Holy See	Monsignor Silvano M. Tomasi Apostolic Nuncio Permanent Observer for the Holy See to the United Nations Office and Permanent Delegate to other International Organizations in Geneva Chemin du Vengeron 16 1292 Chambésy Geneva Switzerland
Hungary	Judit Körömi Expert Adviser Ministry of Foreign Affairs Department for Security Policy and Non-proliferation

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Iceland	Mr. Peter Thorsteinsson Head, Arms Control and Disarmament Ministry of Foreign Affairs Raudararstig 25 Reykjavik 150 Iceland
India	Joint Secretary (Disarmament and International Security Affairs) Ministry of External Affairs South Block New Delhi India
Indonesia	Dr. Desra Percaya Director, Directorate of International Security and Disarmament, Department of Foreign Affairs JI, Taman Pejambon no.6 Jakarta 10110 Indonesia  Mr. Andy Rachmianto Deputy Director, Directorate of International Security and Disarmament, Department of Foreign Affairs JI, Taman Pejambon no.6 Jakarta 10110 Indonesia
Iran (Islamic Republic of)	Department for Disarmament and International Security Affairs, Ministry of Foreign Affairs Tehran Islamic Republic of Iran
Iraq	Mr. Sinan Abdul Hasan Mohi Head of the Biology Department Iraqi National Monitoring Directorate Baghdad Iraq
Ireland	Mr. Ruaidhri Dowling Deputy Director, Disarmament and Non-Proliferation Section Department of Foreign Affairs 80 St. Stephens Green Dublin

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Italy	Amb. Giovanni Manfredi Permanent Mission of Italy to the Conference on Disarmament Chemin de l'Impératrice 10 Pregny 1292 Switzerland  Ms. Nicoletta Piccirillo First Secretary Permanent Mission of Italy to the Conference on Disarmament Chemin de l'Impératrice 10 Pregny 1292 Switzerland
Japan	Mr. Kiichiro Iwase Officer, Biological and Chemical Weapons Conventions Division, Disarmament, Non-Proliferation and Science Department, Ministry of Foreign Affairs 2-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku Tokyo 100-8919 Japan
Kenya	Prof. Shaukat A. Abdulrazak Executive Secretary National Council for Science and Technology Old Treasury Building, Harambee Avenue P.O. Box 30551 Nairobi Kenya  Roselida A. Awuor Senior Science Secretary National Council for Science and Technology Old Treasury Building, Harambee Avenue P.O. Box 30551 Nairobi Kenya
Kuwait	Ms. Jenan Al-Shayije Supervisor Ministry of Defence Kuwait
Kyrgyzstan	Mr. Taalaibek Bektashev Head of Customs Policy, Non-Tariff Regulation and Export Control Department Ministry of Economic Development and Trade 106 Chui avenue Bishkek City, 720002 Kyrgyz Republic

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Laos	<p>Dr. Souroudong Sundara  Director General, Science and Technology Research Institute  Prime Minister's Office  National Authority for Sciences and Technology,  PO Box 2279  Vientiane Capital, Lao PDR</p> <p>Mr. Phouthanouthong Xaysombath  Deputy Director, General Affairs Centre, Science and Technology Research Institute  Prime Minister's Office  National Authority for Sciences and Technology,  PO Box 2279  Vientiane Capital, Lao PDR</p>
Lebanon	Ministry of Foreign Affairs and Emigrants Lebanon
Liechtenstein	<p>Ms. Esther Schindler  Office for Foreign Affairs  Heiligkreuz 14  Vaduz 9490  Liechtenstein</p>
Lithuania	<p>Mr. Martynas Lukosevicius  Attache, Arms Control, non-Proliferation and Disarmament Division  Security Policy Department, Ministry of Foreign Affairs  J. Tumo-Vaizganto Str. 2  Vilnius LT-01511  Lithuania</p> <p>Major Algimantas Kutanovas  Chief Ecologist  Lithuanian Armed Forces, Ministry of National Defence  Vilnius  Lithuania</p> <p>Captain Eugenijus Minkevicius  Chief Officer  Defence Staff J4 (Logistics), Ministry of National Defence  Vilnius  Lithuania</p> <p>Ms. Aukse Bankauskaite-Miliauskiene  Chief Officer  Health Emergency Situations Center, Ministry of Health  Vilnius  Lithuania</p>

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Madagascar	Ms. Angeline Mohajy Minister Plenipotentiary / Director of Multilateral Cooperation Ministry of Foreign Affairs Antananarivo 836 Madagascar  Mr. Jean Bosco Randrianjara National Assembly Madagascar
Malta	Mr. Clint M. Borg Disarmament Unit, Ministry of Foreign Affairs Palazzo Parisio, Merchant's Street Valetta Malta
Mexico	Autoridad Nacional México Secretaria De Gobernación Abraham González No. 48 Edificio L, Segundo Piso Colonia Juárez Delegación Cuauhtémoc CP 06600 México D.F.
Moldova	Grama Mariana Head of the Ecology and Environmental Protection Section Ministry of Defence of the Republic of Moldova 84 Highway Hincesti Chisinau MD-2021
Morocco	Mr. Naser Bourita Director, United Nations and International Organizations Ministry of Foreign Affairs and Cooperation Rue Roosevelt, Chellah Rabat 10 000 Morocco
Mozambique	Mr. Cristiano Dos Santos Director for Legal and Consular Affairs Division - DAJC Ministry of Foreign Affairs and Cooperation
Netherlands	Ms. Kim de Jong Non-Proliferation and Disarmament Division Ministry of Foreign Affairs Department of Security Policy The Netherlands

<i>State</i>	<i>Contact</i>
New Zealand	Director, International Security and Disarmament Division Ministry of Foreign Affairs and Trade Private Bag 18-901 Wellington New Zealand
Nigeria	Mr. Joseph Adeyemi Chairman, National Authority on Chemical and Biological Weapons Conventions Office of the Secretary to the Government of the Federation 4th Floor, Wing 3B Abuja P.M.B 9 Nigeria
Norway	Ms. Eli Jonsvik Senior Adviser Section for Disarmament and Non-proliferation Ministry of Foreign Affairs P.O.Box 8114 Dep NO-0032 Oslo Norway
Oman	Mr. Hamed Suleiman Hamed Al Bortomani Chemical Officer SO2 NBC, Ministry of Defence P.O. Box 2919 Muscat 111 Oman
Pakistan	Dr. Irfan Yusuf Shami Director General (Disarmament) National Focal Point for BWC Ministry of Foreign Affairs Islamabad Pakistan
Palau	Dr. Victor Yano Minister of Health Ministry of Health P.O. Box 100 Melekeok 96939 Palau
Poland	Mr. Lukasz Zielinski Head, Division for Non-Proliferation of WMD Security Policy Department Ministry of Foreign Affairs Poland  Ms. Monika Lipert  Mr. Andrzej Suda

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Portugal	Mrs. Marta Cowling Ministry of Foreign Affairs Largo do Rilvas Lisbon Portugal
Qatar	Lieutenant Major (Air) Hassan Saleh Hassan Al-Nisf Secretary National Committee for the Prohibition of Weapons Ministry of Defence PO Box: 25777 Doha Qatar
Republic of Korea	Mr. Haesun Shin Second Secretary Disarmament and Nonproliferation Division, Ministry of Foreign Affairs and Trade 37 Sejongno Jongno-gu Seoul Republic of Korea
Romania	Mr. Teodor Baconschi Minister Ministry of Foreign Affairs  Mr. Gabriel Oprea Minister Ministry of National Defence  Mr. Vasile Blaga Minister Ministry of Administration and Interior  Mr. Cseke Attila Minister Ministry of Health

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Russian Federation	<p>Mr. Victor Kholstov  Director, Department for the Implementation of the Conventions  Ministry of Trade and Industry  7 Kitaigorodsky Proezd  Moscow 109074  Russian Federation</p> <p>Mrs. Elena Rodyushkina  Deputy Director, Department for the Implementation of the Conventions  Ministry of Trade and Industry  7 Kitaigorodsky Proezd  Moscow 109074  Russian Federation</p>
Slovakia	<p>Dr. Cyril Klement  Public Health Authority of Slovakia, Regional Office in Banska Bystrica, Ministry of Health of the Slovak Republic  Cesta k nemocnici 1  Banska Bystrica 975 56  Slovak Republic</p>
Slovenia	<p>Ms. Irina Gorsic  Counsellor, Security Policy Division  Ministry of Foreign Affairs  Presernova 25  Ljubljana SI-1000  Slovenia</p>
South Africa	<p>Mr. Daan van Beek  Non-Proliferation Secretariat, South African Council for the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction  Private Bag X84  Pretoria 0001  South Africa</p> <p>Ms. Melanie Reddiar  Non-Proliferation Secretariat, South African Council for the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction  Private Bag X84  Pretoria 0001  South Africa</p> <p>Ms. Devina Naidoo  Non-Proliferation Secretariat, South African Council for the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction  Private Bag X84  Pretoria 0001  South Africa</p>



<i>State</i>	<i>Contact</i>
	Mr. Mauritz Lindeque Non-Proliferation Secretariat, South African Council for the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction Private Bag X84 Pretoria 0001 South Africa
Spain	Mr. LuisGomez Nogueira Head of Disarmament Unit Ministry of Foreign Affairs and Cooperation Serrano Galvache, 26 Madrid 28071 Spain
Sweden	Mr. Ronnie Nilsson Senior Adviser Department for Disarmament and Non-Proliferation, Ministry for Foreign Affairs Stockholm 10339 Sweden
Switzerland	Sergio Bonin Political Affairs Officer BWC/CWC Swiss Federal Department of Foreign Affairs Division for Security Policy and Crisis Management Arms Control and Disarmament Section Bernastrasse 28 CH - 3003 Bern Switzerland
Turkey	Serhan Yiğit Head of Arms Control and Disarmament Department Ministry of Foreign Affairs Balgat Ankara 06100 Turkey
Uganda	Captain John Rusoke Tagaswire Comanding Officer NBC Regiment Ministry of Defense MOD/UPDF engineers Brigade Lugazi 256 Uganda

<i>State</i>	<i>Contact</i>
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	<p>Ms. Sandra Higginbottom  Desk Officer for BWC and the Australia Group  Counter Proliferation Department  Foreign and Commonwealth Office  London SW1A 2AH  United Kingdom</p> <p>Mr. Ian Davies  Head, Chemical and Biological Weapons Section  Counter Proliferation Department  Foreign and Commonwealth Office  Room K3.366  King Charles Street  London SW1A 2AH  United Kingdom</p>
United States of America	<p>H.E. Mrs. Laura Kennedy  Special Representative for Biological and Toxin Weapons Convention  Permanent Mission of the United States of America  Route de Pregny 11  1292 Chambésy  Switzerland</p> <p>Christopher J. Park  Senior Advisor for Bioterrorism  Chemical/Biological Weapons Threat Reduction  ISN/CB, Room 2803  2201 C Street, NW  Washington, DC 20520  United States of America</p>
Uzbekistan	<p>Mr. Kholmatov Ilkhom  Deputy-Chairman  The Commission of the Cabinet of Ministers of the Republic of Uzbekistan on the Prohibition of Biological Weapons  27, C-14  Tashkent 700011  Uzbekistan</p>
Venezuela (Bolivarian republic of)	<p>Office of the Vice Minister for North America and Multilateral Affairs, Ministry of Popular Power for External Relations  Av. Urdaneta, Tower MRE  Caracas  Venezuela</p>

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Yemen	Dr. Ali Muthana Hassan Vice Minister Chairman of the National Committee Ministry of Foreign Affairs Sana'a Yemen  Abdulkarim Alkohali Deputy Chairman of the National Committee Ministry of Foreign Affairs Sana'a Yemen  Mohamed Abdull Al-Foqumi Secretary of the National Committee Ministry of Foreign Affairs Sana'a Yemen
Zambia	Mr. Leonard Mumba Senior Chemist Mines & Minerals Department 50135 Lusaka Zambia

## II. Signatories

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Liberia	Mr. Joseph Jallah Lawyer Ministry of Justice Ashmun & Center Street Monrovia Liberia
Malawi	Mr. John. A. J. Chikalimba Chairperson of Defence and Security and Member of Budget & Finance Malawi National Assembly / Paliament Offices Chief M'Mbelwa House, Private Bag B362, Lilongwe 3 244 Zomba Lilongwe 3 Malawi
United Republic of Tanzania	Ms. Irene. F Mkwawa - Kasyanju Principial Foreign Service Officer Legal Affairs / Ministry of Foreign Affairs & International Cooperation Kivukoni Front 9000 Dar es Salam Tanzania

### III. States not party

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Cameroon	Mr. Joel Palouma Chef de l'Unité des Milieux Terrestres à la Direction des Normes et du Contrôle Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature Yaoundé Cameroon
Micronesia (Federated States of)	Mr. Paliknoa K. Welly Chairman Committee on External Affairs Palikir, PS 3 Pohnpei FM 96941 Federated States of Micronesia
Namibia	Mr. Letta N. Hangala Foreign Relations Officer Multilateral Affairs Department/ Ministry of Foreign Affairs Private Bag 13347 Windhoek Namibia  Mr. Jeremia Nambinga Member of Parliament National Assembly Private Bag 13323 Windhoek Namibia

### IV. Regional organizations

<i>State</i>	<i>Contact</i>
European Union	Ms. Clara Ganslandt  Mr. Nico Frandi  Ms. Christel Gotink

## Annexe III

[ENGLISH ONLY]

## Report on participation in the Confidence-Building Measures

Provisional summary of participation in 2012<sup>1</sup>

**Key:** D = declaration submitted; ND = nothing to declare; NN = nothing new to declare.

**Note:** The revised CBM forms adopted by the Seventh Review Conference no longer contain a Form D. Only those States Parties which submitted CBMs in 2012 using the old forms will have any indication under the Form D column in the table below.

State Party	CBM Form								Additional Information
	A1	A2	B	C	D	E	F	G	
1. Argentina	D	ND	NN	D	-	D	ND	D	
2. Australia	D	D	D	D	-	D	NN	NN	
3. Austria	ND	NN	ND	ND	ND	NN	NN	ND	
4. Azerbaijan	NN	ND	ND	ND	-	NN	ND	ND	
5. Belarus	D	NN	D	NN	-	D	ND	ND	
6. Belgium	ND	D	D	D	-	D	ND	D	
7. Bhutan	D	ND	ND	ND	-	ND	ND	D	
8. Brazil	D	D	D	ND	-	D	D	NN	
9. Bulgaria	NN	NN	ND	ND	-	D	NN	NN	
10. Canada	NN	D	D	D	-	NN	NN	NN	
11. Chile	D	ND	ND	D	-	NN	ND	D	
12. China	D	D	ND	D	-	D	NN	D	
13. Croatia	NN	NN	NN	NN	-	NN	NN	NN	
14. Cuba	D	NN	ND	D	D	ND	NN	ND	
15. Cyprus	NN	NN	NN	NN	-	NN	NN	NN	
16. Czech Republic	D	D	ND	ND	-	D	NN	NN	
17. Denmark	ND	D	ND	ND	-	NN	NN	NN	
18. Ecuador	NN	NN	-	-	-	D	D	-	
19. Finland	D	D	D	D	-	D	ND	ND	

<sup>1</sup> As of 7 November 2012

		CBM Form								Additional Information
State Party		A1	A2	B	C	D	E	F	G	
20.	France	NN	D	D	D	-	D	D	D	
21.	Georgia	ND	D	ND	D	-	NN	NN	ND	
22.	Germany	D	D	D	D	-	D	NN	D	
23.	Greece	NN	NN	NN	NN	-	NN	NN	NN	
24.	Hungary	NN	ND	D	D	ND	D	ND	NN	
25.	Iraq	D	ND	D	ND	-	D	ND	D	
26.	Italy	D	D	D	NN	-	D	D	D	
27.	Japan	D	D	ND	D	-	D	NN	D	
28.	Kenya	ND	ND	D	ND	-	ND	ND	ND	
29.	Latvia	D	D	ND	ND	-	D	ND	ND	
30.	Lebanon	-	-	-	-	-	-	-	-	D
31.	Libya	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
32.	Liechtenstein	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN	NN	
33.	Lithuania	D	ND	D	ND	ND	D	D	D	
34.	Luxembourg	ND	ND	ND	ND	-	ND	ND	ND	
35.	Madagascar	-	D	-	-	-	D	D	-	
36.	Malaysia	NN	ND	ND	ND	-	ND	ND	ND	
37.	Malta	NN	NN	D	NN	-	NN	NN	NN	
38.	Mexico	D	ND	D	D	-	D	ND	D	
39.	Morocco	D	D	D	-	-	D	D	D	
40.	Netherlands	D	D	D	D	-	D	D	D	
41.	New Zealand	D	ND	D	ND	-	D	D	ND	
42.	Norway	NN	NN	D	ND	-	NN	NN	NN	
43.	Pakistan	D	ND	ND	ND	-	D	D	D	
44.	Poland	D	D	ND	D	-	D	ND	NN	D
45.	Portugal	D	D	ND	ND	-	D	ND	D	
46.	Qatar	D	ND	ND	ND	-	ND	ND	ND	
47.	Republic of Korea	D	D	ND	-	-	D	ND	D	
48.	Republic of Moldova	NN	D	D	NN	-	D	NN	ND	
49.	Romania	D	D	ND	D	-	D	ND	D	
50.	Russian Federation	D	D	ND	D	-	D	NN	D	
51.	Serbia	D	D	D	D	-	D	D	D	D
52.	Singapore	D	D	ND	D	-	D	D	D	

		<i>CBM Form</i>								<i>Additional Information</i>
<i>State Party</i>		<i>A1</i>	<i>A2</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	<i>D</i>	<i>E</i>	<i>F</i>	<i>G</i>	
53.	Slovakia	ND	ND	ND	ND	-	ND	ND	ND	
54.	Slovenia	D	ND	ND	ND	-	NN	ND	ND	
55.	South Africa	D	D	ND	ND	-	D	NN	ND	
56.	Spain	D	D	ND	ND	-	D	ND	ND	
57.	Sweden	D	D	D	D	-	D	NN	D	
58.	Switzerland	D	D	D	NN	-	D	NN	D	
59.	Turkey	D	NN	ND	ND	-	NN	NN	NN	
60.	Turkmenistan	ND	ND	ND	ND	-	ND	ND	ND	
61.	Ukraine	D	D	D	D	-	NN	ND	D	
62.	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	D	D	NN	NN	-	D	NN	D	
63.	United States of America	D	D	D	D	-	D	NN	D	D
64.	Uzbekistan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
65.	Yemen	ND	ND	D	ND	-	ND	ND	ND	
66.	Zimbabwe	ND	ND	ND	ND	-	ND	ND	ND	